

A propos des candidatures unitaires

samedi 25 novembre 2006, par [LCR \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2006).

Résolution « candidatures unitaires » adopté par la direction nationale de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) le 19 novembre 2006.

1 - Il faut tirer un bilan d'étape des batailles engagées depuis un an pour que le rassemblement du non de gauche puisse se prolonger dans la construction d'une alternative politique antilibérale conséquente, anticapitaliste.

Nous avons avec constance expliqué qu'un tel rassemblement et son expression électorale lors des élections de 2007 ne pouvaient se réaliser qu'en exprimant en toute clarté qu'ils ne pourraient passer par des alliances gouvernementale ou parlementaire avec le PS, car aucun projet de rupture avec le capitalisme et les politiques libérales n'est possible aujourd'hui avec un parti qui s'engage par son programme, ses actes et les déclarations de ses dirigeants à respecter les règles imposées par le MEDEF et les décisions de l'Union européenne. Cette exigence nous la portions à deux niveaux : vis-à-vis des militants des collectifs et vis à vis du PCF, numériquement la composante essentielle des collectifs et politiquement, avec la LCR, la principale organisation engagée dans la bataille du non.

Il est vite apparu que la direction du PCF ne voulait en aucun cas s'engager dans une telle prise de position et voulait préserver toutes les possibilités d'accord avec le PS, notamment de non hostilité et de soutien réciproque lors des législatives, pour sauver le groupe parlementaire communiste. La préoccupation est évidemment la même concernant les municipales de 2008.

Le PCF s'est donc clairement dressé contre les propositions de la LCR, et les représentants des collectifs lors de la réunion de St Denis du 10 septembre n'ont pas voulu davantage clarifier cette position, malgré plusieurs interventions, au-delà de la LCR, en ce sens. Nous n'avons pas approuvé la déclaration « ambition et stratégie » à cause de cette question, et avons clairement répété depuis qu'elle était le blocage essentiel empêchant que la LCR aille plus avant dans le processus.

La constance de notre interpellation a obligé les uns et les autres à s'expliquer sur leur vision des rapports avec la direction socialiste. Nous enregistrons que dans certaines déclarations José Bové s'est déclaré hostile à une alliance gouvernementale avec le PS mais il n'a pas pour autant proposé de changer l'orientation choisie le 10 septembre. Pour autant d'ailleurs, au niveau du collectif national, rien n'a bougé depuis deux mois sur cette question, comme en a encore témoigné le débat entre des représentants de la direction de la LCR et le collectif national le 7 novembre.

Le PS vient de choisir Ségolène Royal. Tout le monde est maintenant au pied du mur dans la gauche antilibérale. Si, comme on l'entend, il est souhaité « que Besancenot revienne », il faut dire clairement qu'on ne peut pas gouverner avec le PS ou soutenir une majorité parlementaire du même type. Ce serait là le seul vrai tournant de la campagne unitaire depuis 6 mois.

En ne réglant pas cette question, différentes sensibilités du collectif national se sont adaptés à la politique de la direction du PCF. Celle-ci ne peut plus pourtant laisser place aux interprétations :

- à Bordeaux, la direction du PCF, nationale et locale, a préféré le soutien à une liste PS/PC à une liste d'unité de la gauche du « non » qu'avaient proposée nos camarades.
- Lors de sa Conférence Nationale des 21 et 22 octobre, le PCF a donné sa lecture du texte de Saint Denis qui autorise selon lui en « rejetant la théorie des deux gauches de la LCR » à renouer avec la direction du PS (...) par delà le « oui » et le « non », clivage pourtant constitutif du mouvement unitaire. Du coup, Marie-George Buffet s'est mise à utiliser régulièrement la formule hautement révélatrice « nous ne sommes pas la gauche de la gauche ».
- Depuis plusieurs mois le PCF construit sa propre campagne autour de sa candidate M.G. Buffet, tout en essayant de présenter la candidature communiste comme émanant du mouvement des collectifs, pour rompre l'isolement politique et électoral de ce parti depuis 2002, en maintenant la politique traditionnelle de soutien électoral réciproque avec le PS. Cette orientation, affirmée lors de plusieurs réunions de la direction nationale du PCF, s'est affirmée avec force lors du vote d'investiture de MG. Buffet et des déclarations sans aucune ambiguïté de la direction au lendemain de ce choix sur le fait que Buffet était la seule candidate unitaire possible pour le PCF. Parallèlement à cette auto désignation de la candidate « unitaire », les sections du PCF ont été appelées à créer systématiquement des collectifs unitaires et populaires, entraînant par là même la colère de nombre de militants des collectifs.

Certains ont pensé pouvoir contrer cette OPA du PCF ? en appelant à voter « blanc » au référendum interne du PCF, tactique qui a subi un cuisant échec ;

- en opposant d'autres candidatures face à celle de M.G. Buffet, notamment celles de Clémentine Autain ou de José Bové. Mais on ne règle pas les problèmes d'orientation politique en ayant renoncé à clarifier et en pensant pouvoir se rattraper sur un choix de personnes. Car tous ces candidats à la candidature sont sensés avoir accepté les mêmes textes d'orientation, que ce soit le texte « ambition et stratégie » ou le texte programme.

Pour les législatives, la direction du PCF a, là aussi, verrouillé le dispositif en s'assurant, côté cour, du respect des candidatures des députés sortants (tous députés PCF) par les collectifs et, côté jardin, du report des votes socialistes pour assurer leur élection. Il ne restera ainsi que des miettes pour les partenaires des collectifs, c'est-à-dire des circonscriptions imprenables.

Logiquement, quand on passe aux travaux pratiques avec le quatre pages intitulé « Une autre voie à gauche » (édité à 2 millions d'exemplaires), les divergences que nous avons souligné réapparaissent. S'inscrivant dans une « démarche majoritaire à gauche » conformément à la politique du PC, ce texte ne dit presque rien pour critiquer avec netteté la politique du gouvernement PC/PS de 97 à 2002 ; rien pour critiquer la dynamique du projet et de la campagne actuelle du PS, ni pour indiquer qu'on gouvernera pas avec lui ; rien ou si peu sur les mobilisations et les luttes, ni sur la nécessité de prendre sur les profits et de contester la domination du patronat sur l'économie. Seul le libéralisme est contesté, tout se situe dans le cadre électoral et parlementaire.

2 - Une candidature unitaire des forces du non de gauche ne pourrait prendre toute sa signification que si elle associait l'ensemble des forces qui s'étaient engagées dans cette campagne. Si l'on met de côté PRS engagé depuis un an dans une bataille interne au Parti socialiste (dont il a voté le programme), une candidature unitaire suppose un accord entre le PCF et la LCR -même s'il ne s'y réduit pas -, et pour notre part un tel accord impose, non pas que le PCF accepte la politique de la LCR, mais au moins qu'il s'engage clairement à se situer en totale

indépendance vis à vis du PS, notamment en refusant participation ou soutien à une éventuelle majorité socialiste. Ce n'est pas le cas évidemment aujourd'hui, et à la réunion de Saint-Denis, il a été refusé de mettre cette question au cœur de l'action, bottant souvent en touche au nom d'une fantasmatique illusion d'être devant le PS à la présidentielle ou majoritaire à l'Assemblée...ce qui serait sensé régler le problème des rapports avec le PS. Cette illusion repose sur une autre illusion concernant la logique des rapports de forces parlementaires. On ne voit pas comment, même majoritaire, le rassemblement antilibéral pourrait se passer d'un accord avec le PS pour aller au gouvernement et, en conséquence accepter ses conditions.

Le retour de Mélenchon, d'ailleurs, va dans le sens d'une promotion de l'union des toutes les gauches.

Si certains meetings sont des réussites, ils témoignent à la fois d'un engagement très fort de la principale composante, le PCF, autant que d'une aspiration unitaire que nous partageons. Mais cela ne saurait masquer une autre réalité moins reluisante. La manœuvre de la direction du PCF crée des remous, illustrés par la démission du collectif national de Raoul Marc Jennar, accusant notamment le PCF de renouer avec de vieilles méthodes et de préparer un rabibochage avec le PS, illustrés également par les tensions nombreuses qui s'expriment au sein des collectifs.

Nous ne nous réjouissons pas d'une telle situation car le mouvement ouvrier en France est toujours orphelin d'une force politique anticapitaliste qui modifie les rapports de force politiques et soit un réel point d'appui pour que les mobilisations sociales tracent de perspectives politiques de rupture et de satisfaction des besoins sociaux. Nombre des militants potentiels pour construire une telle force étaient présents dans les collectifs pour un non de gauche. Nous poursuivons le débat en ce sens, dans tous les lieux où cela sera possible de le faire.

3 - En l'absence d'une telle perspective pour la présidentielle, la LCR s'engage pour donner le maximum d'audience et d'efficacité à la campagne d'Olivier Besancenot, campagne qui permettra de rester fidèle aux axes politiques développés dans la bataille du non, sans prétendre marier le non et le oui de gauche, mais en traçant la voie d'une rupture avec le capitalisme et la politique libérale. Indépendamment des divergences qui nous ont opposé ces derniers mois, tous les militants de la LCR s'engagent derrière cette candidature pour construire cette campagne et, notamment, obtenir les parrainages d'élus nécessaires pour sa présentation.

Nous travaillerons aussi dans le même temps à rassembler celles et ceux qui sont en accord avec la bataille que nous avons menée dans le mouvement du 29 mai et avec les axes de la campagne d'Olivier Besancenot.

Parallèlement, nous continuerons à rechercher à agir avec toutes les forces antilibérales pour œuvrer au développement des résistances, des mobilisations et des luttes. Notre campagne électorale n'a d'autre ambition que de les renforcer, elle ne s'oppose en rien à l'action unitaire et démocratique avec tous ceux qui souhaitent mettre en échec la politique de régression sociale du patronat et de l'Etat.

4 - Pour les législatives, nous travaillons à rassembler les conditions de la présentation de candidatures dans toutes les circonscriptions du pays, candidatures qui se situeront dans la continuité de notre bataille.